

File
P-o JIMBE
16/10/98



Nouvelles

KIGALI-RWANDA

**BULLETIN D'INFORMATION
N° 10
DU 12 OCTOBRE 1998.-**

CONTENU :

- Les Pourparlers Interburundais reprennent le 12 octobre 1998 à ARUSHA.
- Tournée du Président de la République, Son Excellence le Major Pierre Buyoya à l'étranger.
- Le fonctionnement du Partenariat politique au Burundi : la Campagne d'explication en cours à l'Extérieur et à l'intérieur du pays.
- L'Assemblée Nationale de Transition se dote d'un bureau et ouvre sa session ordinaire d'octobre 1998.
- Changement à la direction du parti Uprona.



- 1.

1. Les Pourparlers Interburundais reprennent le 12 octobre 1998 à Arusha.

L'on se souviendra que le 30 juillet 1998, à la fin du 2ème round des pourparlers interburundais à Arusha sous l'égide du médiateur MWALIMU Julius K. NYERERE, la date de la reprise de ces assises avait été fixée au 12 octobre 1998.

Effectivement, presque toutes les 18 délégations devant participer à ce 3ème round étaient arrivées dans la ville tanzanienne dès ce dimanche 11 octobre 1998. Cependant l'ouverture des pourparlers qui devait avoir lieu ce lundi 12 octobre 1998 a été reportée à ce mardi 13 octobre 98. Il a été indiqué que ce report devait permettre des consultations préalables avant la reprise des pourparlers. Un agenda des négociations, comprenant notamment un débat sur les problèmes de démocratie et de bonne gouvernance au Burundi, serait probablement adopté en séance plénière mardi. Cette session des négociations devrait durer entre deux et trois semaines.

Dans diverses déclarations, dont celle du Ministre chargé du Processus de Paix et celle du Ministre de la Communication et Porte-Parole du Gouvernement, on ne cesse de plaider pour qu'un climat globalement favorable aux négociations soit établi, notamment par la levée de l'embargo et l'arrêt des hostilités sur le terrain, pour donner une chance à la paix.

2. Tournée du Président de la République, Son Excellence le Major Pierre BUYOYA, à l'Etranger.

Au cours de la deuxième quinzaine du mois de septembre, Son Excellence le Président de la République a effectué une visite aux Etats-Unis d'Amérique et en Belgique.

Aux Etats-Unis d'Amérique.

Son Excellence le Président de la République a eu l'occasion de s'exprimer à la tribune des Nations Unies lors de la 53ème Session de l'Assemblée Générale à New-York le 22 septembre 1998 dans un discours où il a fait le point sur la situation au Burundi, dans la région des Grands Lacs et même au plan mondial.

- Parlant du Burundi, il a d'abord évoqué les circonstances à la base du changement du 25 juillet 1996 :

Chaque jour les Burundi mourraient sans trop savoir pourquoi, le risque de génocide et de chaos généralisés était réel, la situation explosive.

Dès lors, a-t-il poursuivi, le processus de paix fut enclenché dans tout le pays. Il a donné lieu au partenariat interne pour la paix, qui, à son tour a rendu possible le démarrage d'un processus de négociation associant les Burundi de l'extérieur aux pourparlers de paix.

Le Président de la République a indiqué que même si toutes les conditions posées par la sous-région ont été remplies, les sanctions économiques imposées au Burundi le 31 juillet 1996 demeurent un obstacle incontournable à la réussite du processus de paix.

Pourtant a-t-il fait remarquer, aucun fondement moral ou politique n'explique leur persistance aujourd'hui.

" Je lance un appel aux pays de notre sous-région et au Médiateur qui organise les négociations d'Arusha, pour qu'ils lèvent cet embargo avant qu'il ne torpille définitivement notre projet de paix", a déclaré le Président BUYOYA.

Parlant des factions armées comme autre handicap du projet de paix, le chef de l'Etat a invité tous les auteurs de guerre à suspendre leurs actions terroristes pour éviter le risque de compromettre tout le plan paix.

Le Président BUYOYA a lancé en outre un appel à la communauté internationale pour la relance de l'aide au développement dans notre pays.

Les conditions de sécurité ne sont pas plus mauvaises au Burundi que dans les autres pays de notre sous-région, a-t-il fait remarquer.

- Parlant globalement de l'Afrique, le Président BUYOYA a souligné qu'il faudrait alléger et même supprimer la dette qui cantonne le continent dans un état de dépendance économique. La mondialisation sans aucune forme de solidarité envers les plus démunis ne conduira pas à l'équilibre souhaité, a-t-il souligné.

- Le Président de la République a aussi parlé de la région des Grands Lacs. Il a fait remarquer le danger que représente le flot des réfugiés et les éléments des armées défaites qui circulent dans la région où règne une insécurité cyclique.

Une fois de plus, le Président BUYOYA a rappelé que le Burundi n'est nullement impliqué dans le conflit congolais. Il a même exprimé sa préoccupation face aux discours incendiaires qui vont dans le sens d'opposer les populations sur base ethnique et de recourir à des milices et rebelles de sinistre mémoire.

Au niveau mondial, le Président de la République a déploré la dégradation de l'environnement, le terrorisme, les maladies endémiques, la drogue et la faim il a invité l'Organisation des Nations-Unies à y faire face.

Lors de son périple américain, Son Excellence le Président de la République a en outre rencontré beaucoup de hautes personnalités américaines, africaines et mondiales.

- En Belgique

Son Excellence le Président de la République s'est entretenu avec le Premier Ministre Belge, ainsi qu'avec le Ministre Belge des Affaires Etrangères.

- 3.

Lors de toutes ces séances de travail, Son Excellence le Président de la République a expliqué à ses interlocuteurs le plan de paix conçu et mis actuellement en application dans ses volets intérieur et extérieur, et demandé leur soutien pour sa réussite notamment par la reprise de la coopération.

Son Excellence le Président de la République a également rencontré la presse internationale et belge au cours d'une conférence de presse où il a notamment présenté son livre intitulé "Mission Possible".

3. Le fonctionnement du Partenariat Politique.

Après la signature de l'Accord sur la Plate-Forme Politique du régime de transition, la promulgation de l'Acte Constitutionnel de Transition du 06.6.1996 et la mise en place des organes de la Transition, ceux-ci se sont vite mis à la tâche.

Aussi, une grande campagne d'explication pour la paix est en cours à l'intérieur comme à l'extérieur du Burundi.

A l'intérieur :

Des séminaires de réflexion ont été organisés dans toutes les provinces du pays.

Ces séminaires réunissaient les cadres de l'Etat et les dirigeants locaux, et étaient animés par des équipes mixtes : gouvernement assemblée nationale de transition autour des thèmes ayant trait à la paix, à la bonne gouvernance et la reconstruction.

Des rencontres similaires ont été organisées pour les jeunes, les femmes et les divers autres groupes socio-professionnels.

Enfin, des rencontres des hauts dirigeants (Président de la République et Vice-Présidents) sont organisées régulièrement pour porter le même message aux populations rurales et urbaines. De toutes ces réunions, il ressort que le Peuple Burundais aspire à la paix pour pouvoir s'atteler à la reconstruction et au développement du pays.

- A l'extérieur :

Le même message est porté par les plus hautes autorités du pays. Citons pour mémoire :

Le voyage du Président de la République relaté ci-dessus, tandis que le Premier Vice-Président, Son Excellence Frédéric BAMVUGINYUMVIRA, a, quant à lui, visité les pays nordiques et la Belgique.

Dans tous ces pays, le Premier Vice-Président a rencontré les hautes autorités politiques et la presse et la communauté burundaise pour expliquer le processus de paix et demander leur soutien.

Les Burundais épris de paix sont nombreux et beaucoup s'investissent dans sa recherche par la réconciliation. Ainsi une quinzaine de membres de l'association (CAP) "Compagnie des Apôtres de la Paix" regroupant certains des principaux acteurs politiques burundais vient de rencontrer, pour un échange à bâtons rompus, les représentants des burundais de la diaspora à Nairobi sous les auspices de l'ONG anglaise "International Allert"

De même plus de 70 femmes burundaises de tous horizons politiques et sociales viennent de séjourner à Kampala pour y rencontrer leurs consœurs burundaises vivant à l'étranger avec l'appui de l'OUA et des autorités ougandaises.

Enfin, une délégation de femmes de leaders burundais s'est rendue à Cape Town du 28 septembre au 2 octobre 1998 où elle a rejoint les femmes dotées d'expérience dans la résolution des conflits, pour mener ensemble des observations sur le rôle de la femme dans le processus de paix au Burundi.

4. Nouvelles de l'Assemblée Nationale de Transition.

Après son élargissement de 81 à 121 membres, l'Assemblée Nationale vient de se doter de son nouveau bureau conformément à l'Acte Constitutionnel de Transition promulgué le 06 juin 1998.

Le nouveau Bureau est ainsi composé :

- Président : Honorable Léonce NGENDAKUMANA, issu du Parti Frodebu
- 1er Vice-Président : Honorable Frédéric NGENZEBUHORO, issu du Parti Uprona.
- 2ème Vice-Président : Honorable Augustin NZOJIBWAMI, issu du parti Frodebu.
- Secrétaire Général: Honorable Stanislas SABUWANKA, issu du parti Frodebu.
- Secrétaire Général-Adjoint : Honorable Angèle NIYUHIRE, issue de la Société Civile.

Par ailleurs, la session ordinaire de l'assemblée nationale de transition a été ouverte ce lundi 5.10.1998.

Outre le budget de l'Etat pour l'exercice 1998-1999, la session d'octobre va étudier des projets de lois soumis par le Gouvernement.

5. Actualité de dernière minute.

- La direction du parti Uprona vient de changer. En effet, au cours d'un forum extraordinaire regroupant les membres du comité central et les parlementaires de ce même parti, Monsieur Charles MUKASI vient d'être remplacé par le Docteur Luc RUKINGAMA à la tête du parti. Rappelons que le Docteur Luc RUKINGAMA est aussi Ministre de la Communication et était récemment encore Ministre des Relations Extérieures et de la Coopération.
-

QUELQUES REPERES.

25.07.1996.

Suite à une série de désordres graves pouvant mettre en danger la survie même de l'Etat burundais et la sécurité des citoyens, forces vives de la Nation opèrent un changement sans violence et portent le Major Pierre BUYOYA à la tête du pays.

Dans sa première déclaration officielle, le Major Pierre BUYOYA annonce sa détermination à résoudre le conflit burundais par le dialogue politique n'excluant personne, y compris les bandes armées.

31 juillet 96 : les Chefs d'Etat de huit pays de la région imposent un embargo contre le Burundi, exigeant le retour à l'ordre constitutionnel et des négociations avec la rébellion.

1997.

- **10 mars** : le Gouvernement et le Conseil National pour la Défense de la Démocratie (CNDD) principal mouvement rebelle) approuvent à Rome le texte d'un accord établissant un cadre et un agenda pour de futures négociations. Des contacts s'étaient engagés dès octobre 1996.

- **16 avril** : l'embargo est levé concernant la nourriture, les intrants agricoles, la santé et la construction.

- **25 Août** : les discussions entre les protagonistes de la crise, que l'ancien Président Tanzanien Julius NYERERE avait convoquées à Arusha, sont ajournées à la suite de la demande de leur report par le Gouvernement qui estimait que certaines conditions n'étaient pas encore remplies

-1998.

- **17 février** : Le CNDD annonce qu'il suspend sa participation au processus de négociations.

- **21 fév** : L'embargo est maintenu par les pays de la région., lors d'un sommet des chefs d'Etat à Kampala

- **7 mai** : le Secrétaire Général de l'ONU Kofi Annan se rend au Burundi. Il réaffirme son soutien aux négociations.

- **20 mai** : le Médiateur, Julius K. NYERERE rencontre le Président Pierre BUYOYA à Dar-es-salaam, en conclusion d'une série de consultations avec les parties burundaises.

- **6 juin** : une constitution de transition est promulguée par le Président Pierre BUYOYA, qui signe avec le Président de l'Assemblée Nationale deux textes concrétisant le " partenariat politique " négocié entre le Gouvernement et l'Assemblée nationale.

- **11 juin** : Son Excellence le Major pierre Buyoya prête serment comme Président de la République Ainsi, l'ordre constitutionnel est consacré au Burundi et le Gouvernement et l'Assemblée Nationale parlent d'une même voix.

- **15-21 juin** : Première négociations de paix directes à Arusha. Le gouvernement, l'opposition et la rébellion appellent à une suspension des hostilités avant le 20 juillet, mais les FDD-CNDD, déclarent ensuite ne pas être concernés par cet appel.

- **20-30 juil** : Deuxième round de pourparlers interburundais à Arusha, consacrés essentiellement à des questions de procédure.

- **7 oct** : changement de direction au sein du Parti UPRONA. Monsieur Charles MUKASI, hostile aux négociations est remplacé par le Dr. Luc RUKINGAMA.